

INTERVIEW

«*La Compagnie de la Riviera*» : la fiction dépasse-t-elle la réalité ?

«*Le maître des lieux c'est "Le Chanoine", éminence grise des présidents, serviteur zélé des membres, et véritable père spirituel des permanents. Son talent ? manipuler ses collaborateurs comme des marionnettes et alterner ses rideaux de fumée aux yeux des élus...*». *Le ton est donné ! Mais... la réalité dépasse-t-elle la fiction ou la fiction dépasse-t-elle la réalité ?*

Daniel Gilles c'est moi ! : Christian Collet, baisse le masque, il est bien l'auteur de cette fable sociopolitique irrésistible qui met en scène un étrange théâtre «à la Courteline» : la Chambre de commerce et d'industrie. Il dénonce avec humour les travers d'un microcosme dont durant 20 ans il a été l'un des 10 directeurs : «*J'étais le seul à avoir un service de 4 personnes, quand on est un bon directeur à la "Compagnie de la Riviera", on a au moins 20 personnes autour de soi, autant dire que j'étais "l'homme à abattre" !*». Patrons, ministres, fonctionnaires au service du «Chanoine» sont rebaptisés de doux noms d'oiseaux : Lououstik, Radégout, et consorts... Christian Collet tirera son chapeau à l'arrivée de «*Terminator*» en 1996...

LPN : Une question s'impose d'emblée à la lecture de votre livre, comment avez-vous fait pour survivre 20 ans au sein de la «Compagnie de la Riviera» ?

Ch. C. : Soit on devient paranoïaque, soit on en rit tellement c'est un monde dérisoire. D'un côté, on a des élus commerçants, qui, plongés dans une Chambre de commerce, se prennent pour des élus du peuple, de l'autre côté on a des permanents qui sont des pseudos fonctionnaires qui s'emploient à embrouiller les braves commerçants qui n'y comprennent pas grand-chose ! J'ai trouvé intéressant de décrire ce monde insolite, reflet d'une particularité française car on ne trouve ce système nulle part ailleurs ! A travers le prisme de l'humour, c'est la peinture de toute cette frange floue qui permet aux chambres d'être un partenaire, de donner un avis, mais de ne prendre aucune décision. C'est une espèce d'organisme consultatif qui émet des vœux qui, au final, ne servent à rien... A partir de mon expérience j'ai voulu tirer quelques petites conclusions sur notre système public en général, en terme de gestion de l'Etat, de gâchis en tout genre. Et là on n'est plus dans le roman...

LPN : Iriez-vous jusqu'à dire que ce flou est une particularité «azurienne» ?

Ch. C. : C'est vrai et pas vrai car la Côte d'Azur est un milieu économique-politico-administratif «un peu» complexe et complètement orienté vers le tourisme et l'immobilier, tandis que les autres contextes régionaux sont plus tournés vers le développement de l'industrie, le tertiaire, une multitude d'activités. Mais les fauxsemblants, les dossiers qui n'avancent pas, les choses qu'on dit et qu'on ne fait pas, c'est commun à toutes les chambres de commerce. En fait, tout dépend de la per-

sonnalité du directeur général, mais le plus souvent on se retrouve avec des fonctionnaires conservateurs !

LPN : Votre pamphlet hyperréaliste... se situe à quelle époque ?

Ch. C. : A la fin des années Médecin. Médecin a découvert assez tardivement Sophia-Antipolis, il était plus tourné vers le tourisme, les affaires on va dire «plus ou moins saines». Le tertiaire ne l'intéressait pas. C'est un garçon assez particulier, Thierry Martin, qui lui a ouvert les yeux sur la haute technologie et lui a soufflé de devenir «le Pape des technopoles», il a alors régné en maître sur une opération qui n'était pourtant pas sa tasse de thé... Ils ont créé un outil, le CAD (Côte d'Azur Développement), qui leur a permis aussi de faire de beaux voyages ! Jacques Médecin, comme nul ne l'ignore, s'est retiré en Amérique du Sud, pour faire court ! A partir de cette époque Sophia-Antipolis a commencé à décliner.

A partir de mon expérience j'ai voulu tirer quelques petites conclusions sur notre système public en général

LPN : Où en est Sophia aujourd'hui ?

Ch. C. : Sophia-Antipolis, selon moi, est en passe de devenir un musée technologique pour les japonais ! Les politiques vous diront que c'est une merveille, ce n'est pas vrai. Je décris dans le bouquin le processus de décrépidité de Sophia. Aussi les élus n'ont qu'une idée en tête, dire «regardez ce que nous avons sur la Côte d'Azur» mais la réalité est que le parc vivote et que chacun sait qu'il ne s'y passe plus grand chose ! Sophia a été une belle réussite dans les années 80, à partir de 90/95 c'est le déclin. Pourquoi ? Parce qu'il n'y avait plus de leader et que nos élus ont comme souci premier de montrer des choses réalisées mais surtout pas de faire du développement : ils s'en foutent complètement ! Il se trouve que j'ai été, dans une vie antérieure, délégué du bureau d'industrialisation des Alpes-Maritimes, l'ancêtre de CAD, donc j'ai été confronté très jeune à cette réalité du département qui est que bien sûr on peut développer des activités mais que finalement si tout le monde dort, tout se porte encore mieux ! J'ai été responsable pendant des années de la zone de Carros avec un homme que j'aimais bien à l'époque, Charles Ginésy, alors patron du département. Là j'ai réalisé à

quel point le combat que nous pouvions mener était vain. J'en ai retiré de l'amertume mais aussi beaucoup de philosophie... Ceux qui vous disent «on va faire ci on va faire ça», ou ils sont très jeunes, ou ce sont des bonimenteurs !

LPN : Vous avez œuvré pour la Communauté d'agglomération de la Riviera française, qu'en diriez-vous ?

Ch. C. : Là, j'ai appris ce qu'était le milieu mentonnais, de la même façon qu'à Nice on a une dynastie Médecin, maintenant Estroso, on a une espèce de dynastie Guibal-Giudicelli à Menton. Je dois dire que j'ai rarement vu un régime aussi dégradé, un pareil laisser-faire, une gestion interne de ville catastrophique, ça pue l'arrangement, la magouille. C'est épouvantable. Je suis d'ailleurs parti dans des conditions étranges. Consultant extérieur, je m'occupais du développement économique de la Carf pour le compte de Guibal. Au bout de trois ans, comme il ne se passait presque rien, j'ai commencé à m'agiter. Ils m'ont viré quand j'ai dit «maintenant il faut bouger» ou que j'ai commencé à faire les choses. J'ai dit en public dans un restaurant «je suis un peu désespéré parce que Guibal me semble complètement endormi, ne fait rien, ou fait semblant et en plus il n'a aucune notion de ce qu'est le développement économique», un agent électoral de la mairie s'est dépêché d'aller rapporter ma conversation... Là où c'est étrange, c'est que j'avais un marché public à renouveler que Guibal a mis dans un coin. Il n'est jamais réapparu. J'ai dû sortir les vers du nez de mon directeur général qui m'a avoué que Guibal m'avait saqué... Quand vous avez affaire à des grosses mécaniques comme la mairie de Nice, la CCI, il existe des contre-pouvoirs, un équilibre peut encore se faire, au royaume de «Guibalie» non !

LPN : Que préconisez-vous, leur suppression ?

Ch. C. : De deux choses l'une, ou elles sont maintenues pour rendre des services directs aux chefs d'entreprise, aux petits commerçants essentiellement, aux PME, PMI, ou alors elle n'ont plus de raison d'être, c'est dans ce dilemme qu'elles sont plongées aujourd'hui. A l'inverse les chambres des métiers, elles, sont proches des artisans, elles leur rendent des services mesurables, les CCI jouent un rôle beaucoup plus lointain, plus politique qu'autre chose...

LPN : Depuis quand existent les chambres de commerce ?

Ch. C. : Vous avez raison de poser la question, 9 fois sur 10 les gens ne le savent pas. Elles existent depuis le XV^e siècle, mais c'est Napoléon 1^{er} qui les a codifiées en faisant des établissements publics. Et c'est là que commence l'histoire, car créer des établissements publics dont la direction est confiée à des patrons privés, c'est quand même pas triste ! D'où le manque de clarté, les frustrations, les attentes. De plus un statut ne donne pas forcément des fonctions très importantes, les CCI ont toujours été des organismes sans prérogatives très marquées comme en ont les collectivités, en revanche elle ont été longtemps soit un



outil de formation (elles en ont fait beaucoup) soit une structure qui aménageait les ports, les aéroports. Tant qu'elles ont eu ces prérogatives elles ont été puissantes, depuis le jour où elle les ont perdues, dans les années 80 avec la décentralisation, on assiste à leur décomposition inéluctable...

LPN : La main mise des politiques, c'est une constante de la «Compagnie de la Riviera» ?

Ch. C. : Pendant la période Dominique Estève, qui vient de terminer son mandat de président, il régnait une relative indépendance, durant la période Gilbert Stellardo aussi, parce que les présidents forts veulent affirmer leur autonomie face aux politiques, mais en même temps le politique fascine, donc le rêve de tout président de chambre qui arrive à la fin de son mandat, c'est de devenir un politique mais un vrai politique ! Donc nous avons toujours cette ambiguïté. Gilbert Stellardo est devenu un politique !

LPN : Derrière «l'humour ravagère» de votre roman, le message le plus important ?

Ch. C. : Le plus important à dire pour moi c'est qu'on peut continuer à vivre dans ce pays en disant «tout va

bien» parce qu'on est suffisamment riche pour le faire, mais qu'on est quand même entré dans un cycle de dégradation inéluctable et que ce pays est entrain de se paupériser. L'Etat français, depuis Napoléon, n'en finit pas de se développer, il est devenu un état pléthorique qui a créé des tas de délégations, de chargés de mission, de commissions. Si on n'a pas d'argent à mettre sur la Justice, puisque c'est un sujet d'actualité, c'est parce que son fonctionnement nous coûte trop cher. Les CCI font partie de ce dispositif. Pour résumer je dirai que nous n'avons plus les moyens de nous payer le luxe d'une «Compagnie de la Riviera» !

«*La Compagnie de la Riviera*» - Daniel Gilles
Chez «*Mon petit Éditeur*»
(Éd. Publibook)